Par e-mail : https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/09/21/au-c-ur-du-sommet-sur-le-climat-des-nations-unies-les-financements-du-nord-vers-le-sud_6190284_3244.html

Au cœur du sommet sur le climat des Nations unies, les financements du Nord vers le Sud

La rencontre organisée en marge de l'Assemblée générale a eu lieu à un peu plus de deux mois de la COP28 de Dubaï.

Par Matthieu Goar

Publié le 21 septembre 2023

Antonio Guterres a commencé par s'excuser. A cause d'une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies consacrée à l'Ukraine, le secrétaire général de l'ONU ne pouvait pas assister à l'ensemble des débats du Sommet sur l'ambition climatique, mercredi 20 septembre. Mais, avant de s'éclipser, M. Guterres a tonné. Contre le *« comportement honteux »* de ceux qui ne respectent pas l'objectif de la neutralité carbone en 2050. Contre ceux qui préparent un *« monde réchauffé de 2,8 °C »*. Contre l'inaction qui pousse l'humanité aux *« portes de l'enfer »*. *« L'avenir n'est pas écrit : c'est à vous, les dirigeants, de l'écrire »*, a-t-il ajouté, sonnant la mobilisation générale.

Après un été marqué par une litanie d'événements extrêmes, ce sommet était très attendu à un peu plus de deux mois de la conférence mondiale sur le climat (COP28) qui se tiendra à Dubaï, aux Emirats arabes unis, du 30 novembre au 12 décembre. Le nœud important des négociations, celui à défaire avant d'envisager tout résultat ambitieux à la fin de l'année, reste le flux d'aides et de financement du Nord vers le Sud. Ce sujet a été le fil rouge de l'ensemble des prises de parole des pays en voie de développement.

« Les pays développés nous demandent de construire un avenir résilient alors qu'ils ne sont même pas capables d'alimenter et de construire le fonds "pertes et dommages" », a critiqué Mia Mottley, première ministre de la Barbade, appelant l'Occident à se mobiliser autant que pour la guerre en Ukraine. *« Les pertes et les dommages ont déjà touché nos côtes »*, a lâché David Kabua, président de la République des îles Marshall, en référence encore une fois à l'une des grandes avancées de la COP27, en Egypte.

Le fonds « pertes et dommages » s'enlise

A la fin de l'année 2022, les différentes parties avaient abouti à un accord sur la création du fonds « pertes et dommages ». Depuis, ce dossier s'enlise. L'architecture du fonds n'est pas aboutie et son périmètre n'est pas défini. Alors que M. Guterres avait invité, mercredi, exclusivement des orateurs ayant des avancées à exposer – en l'absence des Etats-Unis et de la Chine –, plusieurs pays en ont donc profité pour dévoiler de nouvelles contributions. Le chancelier allemand, Olaf Scholz, a mis en avant les 2,2 milliards de dollars (+ 33 % par rapport à 2019) versés au Fonds vert pour le climat, qui contribue au financement de l'action climatique dans les pays en développement. Le premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, a promis 225 millions. Et la France a communiqué le même jour sur sa contribution, 1,79 milliard de dollars (+ 4 %).

De leur côté, les pays en voie de développement espèrent toujours que la barre des 100 milliards d'aides au total, promise lors de la COP15 à Copenhague, en 2009, sera enfin franchie. *« Le financement est une condition préalable au reste. Pour*

que l'on puisse être plus ambitieux sur l'atténuation à la COP28, il faut avancer sur ce dossier, analyse Sébastien Treyer, directeur de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri). *A juste titre, le secrétaire général des Nations unies a exigé des pays du Nord qu'ils arrivent avec des nouvelles annonces. L'effet vertueux de cette règle est de mieux montrer les responsabilités et que l'action climatique ne soit pas noyée derrière un langage creux. » « La finance est un moyen essentiel pour construire la confiance*, estime Gaïa Febvre, responsable du suivi des politiques internationales au sein de Réseau Action Climat. *Se contenter de respecter de vieilles promesses ne suffira pas. Il est impératif de fournir les ressources nécessaires au Fonds vert pour le climat et d'aboutir à un fonds dédié aux pertes et préjudices, fonctionnel lors de la COP28. »*A quelques milliers de kilomètres de New York, quasiment au même moment, deux Etats européens sont revenus sur leurs promesses de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Lors de la présentation de son budget pour 2014, le gouvernement suédois a admis que ses émissions devraient augmenter de 5,9 à 9,8 millions de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone d'ici à 2030. La faute principalement à la baisse de la fiscalité sur les carburants mise en place par la coalition de droite soutenue par l'extrême droite pour lutter contre l'inflation. De son côté, le premier ministre britannique, Rishi Sunak, a annoncé le report de plusieurs mesures phares de la politique climatique du Royaume-Uni pour *« adopter une approche plus pragmatique, proportionnée et réaliste »*. Aucun de ces deux pays n'avait été invité à s'exprimer lors du sommet sur le climat de l'ONU.

Matthieu Goar